



Communiqué intersyndical régional Ile-de-France

Les organisations syndicales et de jeunesse d'Ile-de-France, réunies en intersyndicale, réaffirment que contrairement aux propos du Président de la République, de nombreuses alternatives aux mesures d'âge ont été formulées. Aucune n'a été sérieusement étudiée. La responsabilité de la situation explosive n'incombe donc pas aux organisations syndicales et de jeunesse mais bien au gouvernement.

Ce dernier doit dès à présent entendre la revendication du mouvement social qui s'exprime depuis le 19 janvier de façon pacifiste et respectueuse. Elles appellent à l'apaisement et soulignent que les manifestations, massives, se sont déroulées jusqu'à présent dans la dignité et le respect avec un unique mot d'ordre : le retrait du projet de réforme des retraites.

L'intersyndicale s'interroge toutefois sur la doctrine du maintien de l'ordre actuellement en vigueur et ses conséquences pour les citoyens comme pour les fonctionnaires de police qui sont largement sollicités et exposés.

Nous alertons également le Préfet de police sur l'usage disproportionné de gaz lacrymogène durant les manifestations qui ont pour conséquence d'atteindre sans motif valable les participants des cortèges syndicaux, comme ce fut le cas hier au niveau du carré de tête intersyndical. Nous rappelons que l'usage de la force dans l'espace public doit être proportionnée, dans le respect des droits des personnes.

Paris, le 24 mars 2023.